

Brochure n° 3135

**Convention collective nationale**

**IDCC : 489. – INDUSTRIES DE CARTONNAGE**

AVENANT N° 1 DU 9 NOVEMBRE 2011  
À L'AVENANT N° 141 DU 14 AVRIL 2011 RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION

NOR : ASET1151523M

IDCC : 489

**PRÉAMBULE**

Les dispositions du présent avenant ont pour objet de préciser le champ d'application de la convention collective nationale du cartonnage à la suite de son extension aux bénéficiaires de la convention collective nationale des fabriques d'articles de papeterie et de bureau dénoncée.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Précisions sur le champ d'application de la convention collective du cartonnage*

Le présent avenant précise l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 141 qui modifie l'article 2 de la convention collective du cartonnage, par ajout, après :

« 25.2 G : Fabrication de classeurs, chemises, articles de signalisation et d'organisation et articles scolaires et de bureau en matière plastique. »

Du paragraphe suivant :

« Cette activité est commune aux branches industrielles des fabriques d'articles de papeterie et de la transformation des matières plastiques qui reconnaissent que, dans ce cas précis, il appartient à l'entreprise de se déterminer comme suit :

- l'entreprise ou l'établissement continuera à appliquer la convention collective qu'elle ou qu'il appliquait à la date d'entrée en vigueur du protocole d'accord du 27 mars 1996 ;
- les entreprises ou établissements créés après cette date opteront pour l'application de l'une ou l'autre de ces deux conventions collectives. »

Le reste de l'article est inchangé.

**Article 2**

*Durée. – Date d'effet*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet au premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

L'extension de l'avenant sera demandée par les signataires.

### **Article 3**

#### *Dépôt*

Conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services du ministre chargé du travail ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le dépôt auprès des services du ministre chargé du travail est opéré en deux exemplaires dont une version sur support papier, signée des parties, et une version sur support électronique.

Fait à Paris, le 9 novembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FFC ;

FAP.

#### **Syndicats de salariés :**

FILPAC CGT ;

FCE CFDT ;

FIBOPA CFE-CGC ;

FFSCEGA CFTC.